

# COMPTE RENDU DE MANDAT

Depuis 2014, la section CGT a défendu avec sérieux et engagement les intérêts collectifs et individuels des agents.

## LES DOSSIERS INDIVIDUELS SONT DEFENDUS EN CAP LOCALES ET NATIONALES

CAP

La CGT a siégé systématiquement aux CAP Locales à la seule exception de la CAP L 2017 des affectations concernant uniquement l'ASR. Ce mouvement limité aux collègues des services restructurés était ficelé d'avance en fonction des besoins de l'administration. Les collègues ne pouvaient espérer une amélioration dans leur affectation. Dès lors, sans marge de manœuvre pour les élus, la CGT a décidé de ne pas siéger afin de marquer son désaccord profond avec les restructurations qui démantèlent notre réseau de service public.

Voter CGT, c'est renforcer une équipe de terrain à votre écoute qui allie le dynamisme et l'expérience, composée autant de jeunes collègues que de plus expérimentés. **Ensemble ils sont déterminés à défendre chaque dossier confié, que l'on soit syndiqué ou non.** Ils seront en lien direct avec les élus nationaux de la CGT Finances Publiques.

Voter CGT c'est ainsi donner les moyens à la section locale de continuer à accompagner les collègues au quotidien (interventions auprès des services RH ou métiers). Avec les restructurations de services, de plus en plus de collègues sont en souffrance. Chacun peut également rencontrer des difficultés (personnelles, professionnelles ...). Tous doivent pouvoir compter sur le syndicat pour les aider.

## CONTRE LE DEMANTELEMENT DES SERVICES, POUR LA DEFENSE DE NOS INTERETS COLLECTIFS : JE VOTE CGT AU COMITE TECHNIQUE

La liste soumise au vote pour le Comité Technique Local est composée de syndiqués CGT de tous les grades, du cadre C au cadre A\*. Elle est représentative des sites et des services de la DRFiP.

### Pourquoi la CGT ne siège pas systématiquement ?

Les règles de fonctionnement du dialogue social sont implacables : même en cas de vote contre unanime des syndicats, l'avis est réputé donné. En conséquence, le Directeur peut en définitive mettre en œuvre son projet et il ne s'en prive pas. Sur les quatre années écoulées, aucune organisation syndicale n'a pu obtenir une modification en séance.

Seule la mobilisation des agents a pu faire reculer le Directeur. C'est le choix que la CGT a toujours porté. Elle a quasiment toujours été à l'initiative des interventions des personnels en CTL.

C'est pourquoi nous ne siégeons pas systématiquement comme des moutons à toutes les réunions de CT. Nous cherchons à mettre en œuvre la stratégie la plus adaptée, la plus efficace, pour défendre les intérêts du Service Public et des agents. Cela implique parfois de siéger, parfois de boycotter et mobiliser les collègues.

### Nous revendiquons le pragmatisme !

Lorsque nous siégeons au CTL c'est pour utiliser cette instance comme une tribune. Les élus CGT portent les revendications des agents face à la direction, avec en appui des experts issus des services concernés, des pétitions, ou d'autres moyens d'expression des agents ... Nous sommes les portes paroles des collègues face au Directeur. Et nous portons aussi toutes nos valeurs CGTistes : pour un Service Public de proximité et de qualité, pour la défense de nos missions, pour obtenir les moyens humains et matériels de les réaliser pleinement, dans des conditions de vie au travail améliorées.

CTL

Mais à chaque fois que cela est possible, nous privilégions la mobilisation pour gagner. Ainsi la CGT avait organisé la résistance contre la tentative de mise en place des bornes CAF dans nos accueils. Après avoir impulsé une pétition sur le site de Bron, nous avons proposé à l'intersyndicale d'élargir cette pétition sur l'ensemble du département.



Enfin, c'est l'invasion du CTL avec de personnels qui a compté.

Face à l'engagement des agents, la direction avait renoncé à mettre son projet en place.

Retrait des bornes CAF



Rassemblement CTL suppression d'emploi

## AU PLAN COLLECTIF

La CGT a impulsé pendant le mandat de nombreuses actions pour maintenir nos services et nos implantations.

Dès 2014, la CGT s'est saisie du dossier BANT (**B**ureau **AN**Tenne du cadastre) pour son maintien à Villefranche. Nous avons réussi à obtenir une audience auprès du député maire qui a appuyé notre demande. Avec les signatures de collègues et la construction d'une intervention argumentée en CTL nous avons finalement réussi à obtenir le maintien du service, devenu l'une des antennes du PTGC (**P**ôle de **T**opographique et de **G**estion **C**adastrale) à Villefranche.



**Contre les fermetures de trésoreries, la CGT a mobilisé :**

- Les élus locaux (arrêtés de conseils municipaux contre le choix du Directeur, audiences auprès des associations d'élus),
- Les contribuables (Signature de pétition sur les marchés, comme à Lamure ou au Bois d'Oingt),
- Les collègues.

Tous ensemble nous avons porté, y compris dans les médias, l'exigence du maintien de ces services publics de proximité.

**Les militants CGT du Rhône ont également impulsé des mobilisations contre :**

- La mise en place de RIALTO MEMO dans les Brigades de Vérifications,
- Contre la fusion des RAN, etc...

A l'occasion, lors des évolutions ou des créations de services, les élus sont systématiquement intervenus sur la question de l'organisation du travail et de ses conséquences pour les agents (Fusion / création SIP et SIE, de Vénissieux à Vaulx en Velin, ou lors de la création du PCR et du SDE).

La Direction s'est régulièrement affranchie de ses obligations et a conduit les agents à voir leurs conditions de travail dégradées.





Plus récemment, sur le dossier de l'avenir de la Cité Administrative d'Etat, la section a organisé une consultation des agents de la DRFiP en poste à la CAE. A partir des 336 questionnaires retournés, elle a fait un bilan des attentes des agents, largement favorable au maintien de l'implantation dans le quartier de la Part Dieu.



La CGT, grâce à ses structures interprofessionnelles, s'est organisée pour élargir cette initiative à tous les agents du site, toutes administrations confondues. La CGT a revendiqué avec force cette exigence face au Préfet.

Le collectif CGT de la CAE a été à l'initiative de l'intersyndicale qui a organisé un rassemblement devant la cité de plus de 200 collègues et qui a permis de récolter plus de 1 000 signatures pour que le projet de la nouvelle cité administrative soit localisé dans la quartier de la Part Dieu.

# LA CGT UNE CONFEDERATION AU SERVICE DES SALARIES

La CGT est une organisation confédérale, interprofessionnelle, présente dans le secteur privé et dans le secteur public.

Cette structuration nous a permis au plan local de mener des actions interprofessionnelles spécifiques. Ce fut le cas par exemple avec des actions « journées debout » pendant lesquelles nous avons été à la rencontre des usagers des Services Publics. L'objectif était de sensibiliser et d'organiser à la défense de ce bien collectif. Avec les syndicats CGT de Pôle Emploi, de la CAF, des organismes sociaux, des Précaires et Privés d'Emplois ... nous avons ainsi sillonné le 3<sup>ème</sup> arrondissement avec des arrêts devant les sites des administrations (CAF, CAE, ...).

Avec le réseau des syndicats CGT, la section CGT Finances Publiques du Rhône a pu organiser une 1/2 journée de débat sur l'avenir de la Sécurité Sociale en France, après diffusion du film « la Sociale ». Plus d'une centaine d'agents ont participé à ce débat animé conjointement avec la CGT CAF.

En retour nous avons répondu à la demande d'autres syndicats CGT pour décrypter le Prélèvement à la Source et ses dangers (CGT RVI, CGT CAF ...).

A Vénissieux, la même initiative a été conduite et s'est conclue en audience à la mairie, avec une remise de la pétition.



La section CGT a également organisé une grande conférence de presse avec l'Union Départementale CGT contre la mise en place du PAS, plusieurs articles étaient ainsi publiés au plan local et national.

# LA CGT UN SYNDICAT INDEPENDANT

La CGT est un syndicat indépendant. Quelle que soit l'étiquette du gouvernement, la CGT défend avant tout les intérêts et les revendications des salariés. C'est notre seule boussole.

Ainsi au cours de ce mandat nous avons dénoncé et combattu les politiques portées aussi bien par les présidents Hollande que Macron. La CGT a dénoncé et s'oppose encore à la loi El Khomri ou aux ordonnances Macron contre le Code du Travail ou à toutes autres mesures qui marquent des reculs sociaux pour tous les salariés, tant du secteur privé que du secteur public.

**La section CGT Finances Publiques du Rhône a pris largement sa place dans ces luttes.**

La CGT s'est prononcée contre PPCR. Elle s'oppose encore à cet accord qui allonge la carrière et qui a des répercussions négatives en termes de rémunération. Il a été validé par le gouvernement de Manuel Valls contre l'avis de la majorité des syndicats.

La CGT en réclame l'abrogation car nous sommes aussi le syndicat du pouvoir d'achat et défendons l'augmentation du point d'indice et son indexation sur l'inflation.

La CGT n'est pas un syndicat qui avale les couleuvres des gouvernants quand bien même elles seraient présentées dans un habile enrobage de dialogue social.

**Aujourd'hui le gouvernement Macron entend liquider la DGFIP. Cet été, les annonces ont confirmé le démantèlement programmé de notre administration dans le cadre de CAP 2022 :**

- ⊗ 30 000 suppressions de postes à la DGFIP d'ici la fin du quinquennat,
- ⊗ Fusion de Directions (59/62 ; 19/23/87 ; 41/45 en cours d'expérimentation),
- ⊗ Optimisation domaniale,
- ⊗ Casse des règles de gestion,
- ⊗ Mutations forcées,
- ⊗ Reclassement professionnel y compris vers le privé,
- ⊗ Gel du point d'indice,
- ⊗ Régime de retraite menacé,
- ⊗ Service public réduit au minimum,
- ⊗ ...



Sur la base de la fusion de directions expérimentée depuis l'été, le Directeur Régional a confirmé que la DG publiera un guide méthodologique pour les réorganisations à venir.



**La CGT s'oppose à cette vision libérale de notre société. D'autres choix politiques et budgétaires sont possibles pour maintenir et développer les Services Publics sur l'ensemble du territoire, mais ils s'opposent aux cadeaux gigantesques accordés aux plus riches et au patronat (réforme de l'ISF, 25 milliard d'€ par an de CICE, flat-tax, ...).**

**VOTER CGT AUX PROCHAINES ELECTIONS PROFESSIONNELLES, C'EST DIRE :**

- ⊗ **NON à CAP 2022**
- ⊗ **NON au démantèlement de la DGFIP**
- ⊗ **NON aux politiques libérales de casse du service public**
- ⊗ **OUI à la défense de nos missions, de nos droits garantis par le statut.**

**CHOISIR LA CGT AUX ELECTIONS PROFESSIONNELLES 2018  
C'EST CHOISIR LA CONTINUITÉ D'UNE ACTION EFFICACE  
AU PLUS PROCHE DES AGENTS**